

N° 22

# SÉNAT

---

SESSION ORDINAIRE DE 2018-2019

12 novembre 2018

---

## RÉSOLUTION EUROPÉENNE

*sur l'extraterritorialité des sanctions américaines*

*Est devenue résolution du Sénat, conformément à l'article 73 quinquies, alinéas 4 et 5, du Règlement du Sénat, la résolution adoptée par la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées dont la teneur suit :*

---

**Voir les numéros :**

**Sénat : 17, 18 et 103 (2018-2019).**

Le Sénat,

Vu l'article 88-4 de la Constitution,

Vu le plan d'action global commun signé le 14 juillet 2015 par les représentants de la France, de l'Allemagne, du Royaume-Uni, des États-Unis, de la Chine, de la Fédération de Russie, d'une part, et de la République islamique d'Iran, d'autre part,

Vu la résolution 2231 (2015) adoptée par le Conseil de sécurité des Nations Unies le 20 juillet 2015,

Vu la déclaration conjointe de la France, du Royaume-Uni et de l'Allemagne en date du 8 mai 2018 à la suite de la déclaration du Président Donald Trump sur l'Iran,

Vu la déclaration de la Haute Représentante au nom de l'Union Européenne du 9 mai 2018 après l'annonce par le Président Donald Trump sur le nucléaire iranien (plan d'action global commun),

Vu la déclaration conjointe de la Haute représentante et des ministres des affaires étrangères du groupe E3 (France, Allemagne et Royaume-Uni) du 6 août 2018 à la suite de la réimposition de sanctions par les États-Unis du fait de leur retrait du plan d'action global commun,

Vu la déclaration conjointe des ministres des E3/EU+2 (Chine, France, Allemagne, Fédération de Russie et Royaume-Uni, avec la Haute Représentante de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité) et de la République islamique d'Iran, faite à New York le 24 septembre 2018,

Vu le règlement (CE) n° 2271/96 du Conseil du 22 novembre 1996 portant protection contre les effets de l'application extraterritoriale d'une législation adoptée par un pays tiers, ainsi que des actions fondées sur elle ou en découlant,

Vu le règlement délégué (UE) 2018/1100 de la Commission du 6 juin 2018 modifiant l'annexe du règlement (CE) n° 2271/96 du Conseil du 22 novembre 1996 portant protection contre les effets de l'application extraterritoriale d'une législation adoptée par un pays tiers, ainsi que des actions fondées sur elle ou en découlant,

Vu le discours sur l'état de l'Union européenne prononcé le 12 septembre 2018 par M. Jean-Claude Juncker, président de la Commission européenne,

Considérant que le plan d'action global commun, approuvé à l'unanimité par la résolution 2231 (2015) du Conseil de sécurité des Nations unies, est un élément fondamental de l'architecture de la non-prolifération nucléaire mondiale et revêt une importance capitale pour la sécurité de la région et pour celle de l'Europe et du monde ;

Rappelant que la levée des sanctions liées au nucléaire constitue un élément essentiel du plan d'action global commun et que celle-ci a une incidence positive sur les relations commerciales et économiques avec l'Iran ;

Appelant les autorités iraniennes, dans la perspective de l'achèvement en 2025 du plan d'action global commun, à participer pleinement, au-delà du seul volet nucléaire, à la stabilisation de la région, notamment en engageant le dialogue sur le volet balistique et sur la situation régionale ;

Considérant que l'imposition par les États-Unis de sanctions économiques ayant un effet extraterritorial conduit à mettre en cause la souveraineté diplomatique et économique de l'Union européenne et de ses États membres ;

Regrettant vivement cette décision des États-Unis de réimposer des sanctions du fait de leur retrait du plan d'action global commun ;

Relevant que la justification de telles sanctions extraterritoriales ne repose que sur les objectifs et intérêts diplomatiques nationaux d'un seul État ;

Se félicitant de la réactivité et de l'unité manifestées par l'Union européenne et ses États membres pour lancer des initiatives de blocage ou de neutralisation des effets extraterritoriaux de telles sanctions ;

*Concernant des mesures juridiques et financières de blocage ou de neutralisation des sanctions extraterritoriales :*

Juge nécessaire de mettre en œuvre rapidement, en concertation avec les pays intéressés, une plateforme comptable autonome permettant d'assurer des transactions commerciales avec l'Iran et les pays parties à cette plateforme, sans recourir au dollar ou au système financier américain ;

Demande l'actualisation du règlement (CE) n° 2271/96 du Conseil du 22 novembre 1996 (dit « règlement de blocage »), afin en particulier de clarifier les modalités de recours en réparation pour les personnes ayant subi un dommage du fait de l'application des sanctions américaines ;

Souhaite la création, auprès du Conseil, de la Commission européenne ou du Service européen d'action extérieure, d'un organisme chargé : d'assurer la mise en œuvre convergente des sanctions décidées par l'Union européenne, de constituer un canal de négociation avec le département du Trésor des États-Unis sur le sujet des sanctions, d'apporter, dans le cadre d'un dialogue avec l'OFAC (Office of Foreign Assets Control) une expertise juridique aux entreprises et établissements financiers de l'Union, opérant ou désireuses d'opérer dans un pays sous sanctions américaines, sur les conditions de conformité de leur activité aux dispositions de la réglementation américaine ;

*Concernant les décisions à même de renforcer le rôle international de l'euro :*

Appelle à parachever l'Union économique et monétaire, en mettant notamment en place une capacité budgétaire de la zone euro permettant de résister aux chocs macroéconomiques et de financer des investissements ;

Juge nécessaire de compléter rapidement l'Union bancaire par une convergence renforcée des systèmes nationaux de garantie des dépôts, qui ne pourrait toutefois remplacer à terme la mise en place d'un véritable système européen de garantie des dépôts ;

Souhaite la mise en place, dans le cadre de l'Union des marchés de capitaux, d'une supervision unique des marchés où l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF) occuperait un rôle central, étape indispensable vers l'intégration des marchés financiers européens et le renforcement de la stabilité financière ;

*Concernant les démarches politiques en soutien des positions européennes sur l'extraterritorialité des sanctions :*

Demande que le sujet de l'extraterritorialité des sanctions américaines soit inscrit à l'agenda des forums de gouvernance économique que constituent le G20 et le G7 ;

Considère que ce sujet devra être abordé dans le cadre de négociations commerciales à venir avec les États-Unis, dans la mesure où un partenariat commercial équitable et équilibré n'est pas compatible avec l'édition par l'une des parties de sanctions commerciales unilatérales affectant les intérêts économiques de l'autre.

*Devenue résolution du Sénat le 12 novembre 2018.*

*Le Président,*

*Signé : Gérard LARCHER*